

TRADUCTION

F. 2002 — 2905

[C — 2002/36071]

**15 JUILLET 2002. — Arrêté du Gouvernement flamand
modifiant l'article 101 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 décembre 1988
portant organisation de l'emploi et de la formation professionnelle**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 20 mars 1984 portant création du « Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling » (Office flamand de l'Emploi), complété par le décret du 20 mars 1984 et modifié par les décrets des 30 mai 1985, 7 juillet 1998, 18 mai 1999 et 22 décembre 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 décembre 1988 portant organisation de l'emploi et de la formation professionnelle, notamment l'article 101, § 1^{er}, 1^o, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 23 septembre 1992, 19 décembre 1996, 3 mars 1998 et 1^{er} juin 2001;

Vu l'avis du comité de gestion du « Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding », donné le 30 janvier 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1^{er} juillet 2002;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 12 juillet 2002;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que dans le cadre de la stimulation du taux d'emploi, les personnes ayant droit à l'aide sociale et financière du C.P.A.S., doivent être assimilées sans délai aux bénéficiaires du minimum de moyens d'existence en ce qui concerne l'octroi de la prime de formation du VDAB;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Emploi et du Tourisme;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 101, § 1^{er}, 1^o de l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 décembre 1988 portant organisation de l'emploi et de la formation professionnelle, la première phrase de l'alinéa 1^{er} est remplacée par la phrase suivante :

« 1^o une prime de 1 euro par heure de formation professionnelle effectivement suivie, à l'exception du participant à la formation qui est demandeur d'emploi depuis moins d'un an au début de la formation professionnelle; cependant, le droit à cette prime s'applique toujours aux bénéficiaires du minimum de moyens d'existence, visés à la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence ainsi qu'aux indigents, visés à la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} août 2002.

Art. 3. Le Ministre flamand qui a la Politique de l'emploi dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 juillet 2002.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAELE

Le Ministre flamand de l'Emploi et du Tourisme,
R. LANDUYT

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 2906

[C — 2002/29417]

**17 JUILLET 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 19 mai 1981
relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique
des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 7 tel qu'inséré par l'arrêté royal n° 467 du 1^{er} octobre 1986;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 169 tel que modifié par l'arrêté royal n° 73 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 29 août 1985 et 21 octobre 1985, par l'arrêté de l'Exécutif du 7 novembre 1991, par le décret du 24 juin 1996, par l'arrêté du Gouvernement du 24 octobre 1996 et par le décret du 31 janvier 2002;

Vu l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, notamment l'article 1^{er} tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement du 28 octobre 1994;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 avril 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 juin 2002;

Vu l'avis motivé du Comité supérieur de concertation du Secteur IX du 09 juillet 2002;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant, par ailleurs, qu'il convient de faire coïncider les vacances du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux avec le calendrier scolaire en vigueur durant l'année scolaire 2002-2003, et qu'il importe de permettre à ce personnel d'en être informé avant le début de l'exercice 2002-2003;

Sur la proposition du Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, tel que par modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 octobre 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Les membres du personnel, définitifs et stagiaires, soumis à l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux, bénéficient du régime des congés de vacances annuelles défini ci-après :

a) Congé de Toussaint : du lundi 28 octobre 2002 au vendredi 1^{er} novembre 2002 inclus;

b) Vacances de Noël : du lundi 23 décembre 2002 au vendredi 3 janvier 2003 inclus;

c) Congé de Carnaval : du lundi 3 mars 2003 au vendredi 7 mars 2003 inclus;

d) Vacances de Pâques : du lundi 14 avril 2003 au vendredi 25 avril 2003 inclus;

e) Vacances d'été : les périodes de vacances d'été sont fixées comme suit, compte tenu du fait que pendant lesdites vacances, les centres psycho-médico-sociaux doivent, par l'organisation de permanences clairement signalées aux consultants, assurer aux jeunes et aux familles la fonction ou mission de conseil en matière d'orientation scolaire et professionnelle :

— pour les directeurs et les membres du service d'inspection : du lundi 7 juillet 2003 au vendredi 15 août 2003 inclus;

— pour les autres membres du personnel : soit du mardi 1^{er} juillet 2003 au samedi 16 août 2003 inclus, soit du mardi 8 juillet 2003 au samedi 23 août 2003 inclus.

f) Congés divers :

— les samedis et dimanches;

— le 27 septembre;

— les 1^{er}, 2 et 11 novembre;

— le lundi de Pâques;

— le 1^{er} mai;

— le jour de l'Ascension;

— le lundi de Pentecôte. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2002 et cessera d'être en vigueur le 31 août 2003.

Art. 3. Le Ministre ayant les Statuts des personnels de l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juillet 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et du Sport,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

P. HAZETTE

VERTALING
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 2906

[C — 2002/29417]

17 JULI 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend of vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 7 zoals ingevoegd bij het koninklijk besluit nr 467 van 1 oktober 1986;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, alsook van de inspectiediensten belast met het toezicht op die psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 169, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 73 van 20 juli 1982, bij de koninklijke besluiten van 29 augustus 1985 en 21 oktober 1985, bij het besluit van 7 november 1991 van de Executieve, bij het decreet van 24 juni 1996, bij het besluit van 24 oktober 1996 van de Regering en bij het decreet van 31 januari 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, inzonderheid op artikel 1, zoals gewijzigd bij het besluit van 28 oktober 1994 van de Regering;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 april 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 24 juni 2002;

Gelet op het met redenen omkleed advies van de Hoge Overlegraad van Sector IX van 9 juli 2002;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende overigens dat het past het vakantieverlof van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra te doen samenvallen met het schoolkalender van toepassing voor het schooljaar 2002-2003 en dat het van belang is aan de betrokken personeelsleden de mogelijkheid te bieden ervan kennis te nemen vóór de heropening der scholen 2002-2003;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport;

Gelet op de beraadslaging van 17 juli 2002 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, zoals gewijzigd bij het besluit van 28 oktober 1994 van de Regering van de Franse Gemeenschap wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. Voor de vast benoemde en de stagedoende personeelsleden, onderworpen aan het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap en van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op die psycho-medisch-sociale centra, wordt er een regeling voor het jaarlijks vakantieverlof hierna bepaald :

a) verlof Allerheiligen : van maandag 28 oktober 2002 tot vrijdag 1 november 2002 inbegrepen;

b) Kerstverlof : van maandag 23 december 2002 tot vrijdag 3 januari 2003 inbegrepen;

c) Carnavalverlof : van maandag 3 maart 2003 tot vrijdag 7 maart 2003 inbegrepen;

d) Paasverlof : van maandag 14 april 2003 tot vrijdag 25 april 2003 inbegrepen;

e) Zomerverlof : de periodes voor de zomervakantie worden als volgt vastgesteld, rekening gehouden met het feit dat tijdens bedoeld vakantieverlof de psycho-medisch-sociale centra verplicht zijn via de organisatie van zitdagen die duidelijk aan de consulenten worden gesignaleerd, aan de jongeren en aan de families de functie of de opdracht van raadsman inzake school- en beroepsoriëntatie te verzekeren :

— voor de directeurs en de leden van de inspectiedienst : van maandag 7 juli 2003 tot vrijdag 15 augustus 2003 inbegrepen;

— voor de andere personeelsleden : ofwel van dinsdag 1 juli 2003 tot zaterdag 16 augustus 2003 inbegrepen, ofwel van dinsdag 8 juli 2003 tot zaterdag 23 augustus 2003 inbegrepen;

f) Andere verlofdagen :

— de zaterdagen en de zondagen;

— op 27 september;

— op 1, 2 en 11 november;

— op Paasmaandag;

— op 1 mei;

— de dag van Hemelvaart;

— de maandag van Pinksteren. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2002 en houdt op uitwerking te hebben op 31 augustus 2003.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid de Statuten van het onderwijspersoneel behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 juli 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE